

RêvoLyon

Le journal des communistes lyonnais



Plus que d'énergie il s'agit de la vie.

Explosion des charges de logement, mettre sa paie dans un plein d'essence, choisir entre bien se chauffer ou bien manger, fermeture des universités, réduction des services publics...

La crise énergétique est une crise sociale. Une crise de celles et ceux qui ne peuvent pas payer pour accéder à ce qui devrait être un bien commun, un bien accessible

à l'humanité tout entière. Ce bien fondamental pour se chauffer, pour cuire, pour se mouvoir, pour produire, pour se soigner.

Pourtant un secteur public de l'énergie fort permet aux français de détenir des barrages hydrauliques amortis depuis des décennies (...)

Lire la suite page 2



Augustin PESCHE

Lyon 8^e arrdt.

adj. aux Sports
Secrétaire du PCF Lyon

(suite de la première page)

(...) avec des coûts de production très faibles, d'avoir des centrales nucléaires et aussi quelques parcs éoliens ou solaires qui n'utilisent pas ou peu de matières premières pour produire de l'électricité. **Alors d'où vient cette flambée des prix de l'énergie par six entre octobre 2019 (1mwh =40€) et 2022 (1 mwh= 267€) ?**

Il a fallu au début des années 2000 toute l'idéologie ultralibérale sous le maquillage de l'Union Européenne pour libéraliser le secteur de l'énergie. Et depuis 2004 en France, les opérateurs économiques et les collectivités locales sont soumis aux aléas du marché pour acheter leur électricité. Fini le tarif réglementé, il n'y a que le marché, le casino. Combien de lettres de relance annonçant des gains faramineux à celui qui quitterait le tarif

réglementé de l'énergie n'avons-nous pas reçues ?

Les collectivités locales sont également en difficulté. La ville de Lyon devra s'acquitter, en silence, d'une facture en hausse de 25 millions d'euros cet hiver, soit 140€ par foyers fiscaux imposés. Autant d'investissements publics perdus qui iront alimenter les poches des actionnaires des multinationales de l'énergie.

Les collectivités locales comme les citoyens doivent se mobiliser. Lyon doit se joindre aux communes qui refusent de payer ces factures, elle doit protéger ses administrés en prenant un arrêté interdisant les coupures de chauffage, d'électricité et de gaz pour les familles mises en défaut de paiement. Il faut décréter un **bouclier social de l'énergie**. Le Parti communiste propose une pétition pour la création d'un pôle public de l'énergie pour en maîtriser les coûts et la destination, la sortie du marché européen, la baisse de la TVA de 20 % à 5,5 % sur l'énergie, et la fin des coupures.

**VITE REFAISONS DE L'ÉNERGIE
UN BIEN COMMUN.**



[Pour signer la pétition :](https://s.42l.fr/energie_a_tous)
https://s.42l.fr/energie_a_tous



Fabien

ROUSSEL

**Secrétaire national
Parti Communiste français**

©Laure Abouaf

La France est gravement abîmée par la crise d'un système, le capitalisme, avec son cortège d'inégalités sociales, de fractures territoriales toujours plus profondes, de gâchis humains et environnementaux insupportables au 21^{ème} siècle.

Ce sont des emplois rayés d'un trait de plume, avec le déménagement industriel orchestré par quelques multinationales pour accroître leurs profits, celles du médicament, de l'automobile ou encore de la pétrochimie.

Ce sont les déserts médicaux qui s'étendent, dans les territoires ruraux et dans nos banlieues populaires de nos grandes métropoles, comme celle de Lyon.

Ce sont des déplacements de plus en plus difficiles et énérgivores, faute de transports publics suffisants et accessibles à tous, et au nom d'un aménagement conçu d'abord pour répondre aux logiques de compétition entre les territoires, entre les métropoles européennes et mondiales, rendant les cœurs de villes inaccessibles aux classes populaires.

Ce sont les droits les plus élémentaires au logement de qualité, à l'éducation et à la réussite de tous, à la formation continue, qui reculent parce que les services publics sont mis en cause et que les collectivités territoriales, les petites comme les plus grandes, ne disposent plus des moyens à la hauteur des défis qu'elles doivent relever localement pour répondre aux besoins des populations. Et c'est encore une de fois

de plus le droit à une retraite digne, en bonne santé qui est de nouveau attaqué par un pouvoir déterminé à satisfaire aux exigences d'un grand patronat qui veut nous faire travailler toujours plus et à « moindre coût » !

Et singulièrement à dégager le travail humain de cette domination mortifère du capital financier, qui génère un chômage de masse, en particulier pour la jeunesse de nos quartiers populaires du

**IL Y A URGENCE
À IMPOSER D'AUTRES
LOGIQUES POUR LA SOCIÉTÉ
TOUTE ENTIÈRE QUE CELLES
DU MARCHÉ CAPITALISTE.**

Grand Lyon, impose bas salaires et précarité, marchandise tous les biens communs en sabotant nos services publics, et renonce à une profonde transformation des modes de production et de consommation pourtant urgente face aux défis climatiques et environnementaux.

C'est ce débat que les communistes engagent partout dans le pays, de la métropole lyonnaise jusqu'au plus petit de nos villages, avec un objectif : face à la mainmise des grandes multinationales sur nos vies et sur nos territoires, permettre aux travailleurs de reconquérir leur souveraineté sur le travail et à notre pays, sa souveraineté sur son destin pour construire de nouveaux jours heureux.



Aline GUITARD

Lyon 4^e arrdt.

3^e adj. à l'Urbanisme

Ces deux premières années de mandat d'élue locale à l'urbanisme et au logement ont été très marquées par le travail sur la modification 3 du Plan Local d'Urbanisme et d'Habitat. Pour la Croix Rousse, comme pour la Ville, les enjeux étaient de

**FAIRE VILLE ENSEMBLE,
LE PLU-H DANS NOS
QUARTIERS !**

développer l'accès au logement pour tous, de lutter contre la spéculation foncière et de préserver un maximum d'îlots de fraîcheur et de verdure.

Freiner la spéculation, recréer de la mixité sociale, aller vers plus de fluidité dans l'accès au logement... ces objectifs légitimes se sont heurtés aux habitudes et aux

LE PLU-H, CE GROS DOCUMENT REMPLI DE RÈGLES, DE SIGLES ET DE CARTES QUE PEU DE CITOYENS CONNAISSENT ET QUI, POURTANT, RÉGIT TOUT L'ESPACE PUBLIC !

peurs. Quoi ? On allait augmenter les SMS* et le nombre de logements sociaux diffus ? Impossible ! Les promoteurs allaient fuir, les bailleurs ne sauraient pas gérer ce diffus... bref : la Croix Rousse allait s'effondrer !

Deux ans après pourtant c'est bien ce qui a été voté : désormais sur le 4, plus aucun projet immobilier, même le plus petit, ne sortira de terre sans contenir de logements sociaux puisque les seuils se déclenchent à 500m² de surface de plancher ! De plus, l'arrondissement va accueillir dans le mandat, sur deux projets, 85 logements en **Bail Réel et Solidaire** c'est-à-dire selon un système d'accession sociale à la propriété qui retire le foncier de la spéculation en le laissant dans les mains de la collectivité via l'Office Foncier Solidaire !

En parallèle, sur cet arrondissement aux balms très vertes mais au plateau très minéral, il fallait aussi garder l'esprit du quartier canut, avec ses dents creuses, son patrimoine bâti ouvrier et ses jardins intérieurs ! Pour cela, le PLU-H me donne deux outils dont j'ai beaucoup usé : les Éléments Bâti Patrimoniaux (EBP) qui m'ont permis de protéger des lieux témoins de l'histoire ouvrière du tissage promis à la démolition au profit de logements de luxe et les EVV/EBC qui m'ont permis de protéger près d'un hectare d'espaces verts sur le Plateau !

Si rien n'est fini, on peut quand même se dire que ça a plutôt bien commencé !



SMS : Secteur de Mixité Sociale. Secteur où les promoteurs ont l'obligation d'intégrer des logements sociaux dans leur projet immobilier.



Mouvement Jeunes Communistes de France

MJCF

Dans le cadre de sa campagne internationale, le MJCF apporte tout son soutien au peuple Palestinien.

Au début du mois de novembre, une délégation nationale à été envoyée en Palestine pour se rendre compte de la situation sur place et témoigner notre solidarité avec les palestiniens.

Des retours publics des délégué.e.s sur cette expérience unique seront d'ailleurs organisés sur l'ensemble du territoire. Nous allons aussi organiser dans le Rhône un tournoi solidaire de football, sport qui revêt une importance toute particulière pour les palestiniens et palestiniennes.

Malgré les discriminations d'accès au travail, aux soins, à l'éducation ou encore aux ressources essentiels tel que l'eau (rappelons qu'Israël contrôle 80 % de l'eau potable en Palestine), malgré la violence toujours plus grande des colons en Cisjordanie, malgré les détentions administratives et le climat d'incertitude que fait peser la politique d'apartheid du gouvernement israélien, malgré les frappes répétées de Tshal sur la bande de Gaza ayant encore fait 47 morts (dont de jeunes enfants) cet été et malgré les perspectives que donne les récentes élections législatives avec l'entrée fracassante de l'extrême-droite israélienne au parlement et au gouvernement, les palestiniens et palestiniennes ne perdent pas espoir de pouvoir un jour vivre en paix sur leur terre.

Le 29 novembre avait lieu la journée

internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

A cette occasion, le MJCF une fois de plus exigé la reconnaissance immédiate de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.

Nous demandons aussi que la France réexamine ses relations diplomatiques et économiques avec Israël.

Enfin nous demandons la libération de tous les prisonniers politiques et notamment Salah Hamouri, sous détention administrative depuis mars dernier. Par respect pour sa famille, nous demandons à la diplomatie française de rendre des comptes au sujet des tractations effectuées auprès d'Israël pour sa libération.

Après le « deal du siècle » signé en août 2020 entre Israël et les Émirats arabes unis à l'initiative de Donald Trump, le peuple palestinien à plus que jamais besoin de notre soutien. La paix est possible et nous, communistes, nous tiendrons aux côtés de nos frères et sœurs de Palestine dans leur combat pour l'obtenir.

**VIVE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE,
VIVE LA PALESTINE !**

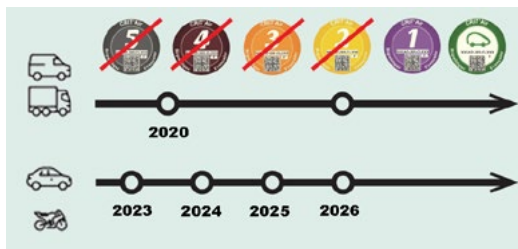
mjcf.rhone@gmail.com



La ZFE, rendu obligatoire par la loi « Climat et Résilience », est en train d'être mise en œuvre dans la Métropole de Lyon. Elle aboutira à limiter aux véhicules critères 0 et 1 en 2026.

LES ENJEUX DE LA ZFE*

*ZFE : Zone à Faible Émission



Raphaël DEBÛ

Métropole de Lyon

Conseiller métropolitain
Secrétaire fédéral du Rhône

Si nous partageons la volonté de faire baisser la pollution atmosphérique nous sommes très attentifs à ce que cette mesure ne crée pas de nouvelles discriminations sociales et ségrégations spatiales.

Il n'aura échappé à personne que les propriétaires de vieux véhicules -les plus polluants- sont très majoritairement issus des couches populaires, vivant majoritairement en banlieue, et n'ayant, pour une part importante d'entre eux, pas d'alternative à l'usage de leur voiture pour se rendre au travail. C'est particulièrement vrai pour les salariés en horaires extrêmes et de nuit, où qui vivent loin de leur lieu de travail.

Si des aides à l'achat de véhicule neuf existent (jusqu'à 7000€ en cumulant aides

d'Etat et de la Métro), elles sont loin d'être suffisantes, et ne s'appliquent pas à l'ensemble de la population concernée. Il faut en effet habiter dans la ZFE pour être éligible aux aides, laissant de côté les autres habitants, non seulement de la Métro, mais aussi les milliers de travailleurs qui contribuent à la richesse du « Grand Lyon », et vivant dans le reste du département du Rhône, mais aussi dans la plaine de l'Ain ou le Nord Isère.

Toutefois, remplacer une voiture à « pétrole » par un autre type de voiture (électrique, GPL, à hydrogène) ne nous paraît pas pertinent. L'avenir est aux transports collectifs, inter et intra urbain.

L'AVENIR EST AUX TRANSPORTS COLLECTIFS, INTER ET INTRA URBAIN.

C'est pourquoi nous militons pour démocratiser l'accès et massifier l'usage des transports collectifs, à travers 3 mesures :

- **Le développement du réseau des TCL** (augmentation des cadences, extension de l'amplitude horaire, nouvelles lignes). Cela ne peut être rendu possible qu'avec une amélioration sensible des conditions de travail et de rémunération des agents, et d'un soutien de l'État de l'ordre de 3 milliards par an.
- **Le libre accès au TCL** de tous les résidents et salariés et étudiants, afin que le prix ne soit plus une barrière. Cette mesure devra être financée par un relèvement du plafond du Versement Mobilité, et l'abaissement de la TVA à 5,5%. Nous souhaitons aussi introduire une taxe sur les surfaces de stationnement, comme cela existe en IDF pour le financement du Grand Paris Express.
- **Mise en place du fameux RER à la Lyonnaise**, ce qui demande une entente avec la Région (blocage politique) mais aussi le développement de gares TER/RER dans l'Est de l'agglomération, ce qui demande un engagement des collectivités, de l'État et de la SNCF.





INTERVIEW

Boris MIACHON DEBARD

Lyon 7^e arrdt.

adj. à l'Urbanisme
député suppléant du Rhône

©Laure Aboutat

« FAIRE GAGNER LA GAUCHE ! »

- Un peu plus de deux ans après les élections municipales, quel premier bilan tirez-vous de l'action des élus communistes de Lyon ?

Les élus communistes ont su trouver leur place à la fois au plus proche des habitants, dans les arrondissements, mais également dans les décisions importantes qui mobilisent tant la Ville de Lyon que la Métropole. Une place qui allie gestion concrète et quotidienne d'une ville de plus de 500 000 habitants... ce n'est pas rien. Et une vision singulière de la commune, qui ne se limite pas au rôle de "bon gestionnaire" mais assume des choix politiques.

- C'est-à-dire ?

Le gouvernement enchaîne à tout va ses réformes libérales qui précarisent les

ménages, flinguent les services publics, et confondent transition écologique avec greenwashing. Le tout en misant sur des collectivités qui n'ont plus les moyens que de servir de fusibles, de pushing balls à la colère sociale. Nous refusons que Lyon entre dans ce schéma là, et pour ça nous avons fait entendre des positions qui peuvent bousculer un peu.

- Effectivement, on a entendu à plusieurs reprises les élus communistes marquer leur différence, que ce soit par voie de presse ou dans les conseils d'arrondissement. Quels « combats » reprenez-vous ?

Ils sont nombreux, mais cela ne veut pas dire que tout va mal. Au contraire, nous croyons en une majorité de gauche diverse, pas toujours d'accord, mais démocratique ! Et c'est un point commun que nous partageons clairement avec le Maire de Lyon. Et dans ce cadre, c'est notre rôle de tirer la couverture du côté des enjeux sociaux.

**NOUS CROYONS EN UNE MAJORITÉ DE GAUCHE
DIVERSE, PAS TOUJOURS D'ACCORD, MAIS
DÉMOCRATIQUE !**

- Mais concrètement...

Concrètement, par exemple nous ne sommes pas allés avec le dos de la cuillère sur la question du logement social. Nous avons mis sur la table un projet "100% social" pour tous les nouveaux projets urbains et dans tous les quartiers, même les riches, le temps de rattraper le retard de la Ville et de **maîtriser la flambée des prix**. Certes nous n'avons pas obtenu les 100% mais la modification des règles d'urbanisme est désormais clairement plus ambitieuse que prévu. C'est aussi l'appel au boycott de la coupe du monde du Qatar; c'est le **refus d'appliquer les "1607 heures"** qui allongent le temps de travail des fonctionnaires sans les augmenter; c'est une pression

**ON PARLE DE 25
MILLIONS D'EUROS, EN
PLUS DU COÛT RÉEL DE
L'ÉNERGIE**

constante pour faire fermer les locaux des groupuscules violents d'extrême droite. C'est, plus récemment, le **refus de payer la sur-facture d'énergie de la ville liée à la spéculation**. On parle de 25 millions d'euros, en plus du coût réel de l'énergie, directement pompés dans nos caisses publiques pour rémunérer des actionnaires...

- Quelle place peuvent occuper les élus communistes dans les prochains mois de cette mandature ?

Le PCF a vocation à assumer une place centrale pour faire vivre le débat politique au sein de la majorité. Nous travaillons aussi beaucoup au rassemblement, comme nous le faisons avec les autres élus de la Gauche Lyonnaise issus de Place Publique, de la France Insoumise, de la Manufacture de la cité, parce que nous avons besoin de poids, dans les assemblées comme dans la rue, pour faire avancer de nouvelles solutions. Je pense par exemple à la prise d'arrêtés municipaux contre les expulsions locatives et les coupures d'électricité après la trêve hivernale. Le maire de Vénissieux, Michèle Picard, prend ces arrêtés tous les ans, et se bat seule contre l'État qui les casse. Si Lyon prenait la même décision, nul doute que cela aiderait à avancer concrètement sur cette question essentielle pour de nombreux ménages.

- 2026 et les prochaines élections municipales, ce n'est finalement pas si loin...

Les prochains mois et les prochaines années de ce mandat seront déterminants. En mai dernier, lors des élections législatives, j'ai porté avec l'écologiste Marie-Charlotte Garin une candidature commune qui a fait gagner la gauche à Lyon. À l'image de l'accord trouvé alors dans le cadre de la NUPES, il revient aux élus communistes de peser sur les décisions de la majorité pour que, lorsque viendra le temps de faire le dernier bilan de ce mandat, il soit possible de faire un constat simple : oui, entre 2020 et 2026, à Lyon, c'est bien la gauche qui a gagné, et oui, les choses ont changé.

Aller au travail devient de plus en plus complexe et ... de plus en plus cher.

Pour les automobilistes les voies se réduisent à l'inverse des embouteillages et du prix de l'essence. Il est aussi difficile de se garer et de plus en plus rare que ce soit gratuit !

C'est dans ce contexte qu'arrive la ZFE (Zone à Faible Emission) qui apporte aux vrais problèmes, de fausses solutions. Pour l'écologie on va empêcher une petite voiture diesel d'aller dans les centres, pendant que le SUV neuf (pesant 2x son poids) aura toute liberté de circuler.

Alors oui, il y aura des aides à la reconversion, mais changer des véhicules qui marchent et avancer vers des embouteillages électriques n'est pas un véritable projet pour nous...

C'est donc compliqué pour la voiture ! Mais est-ce que nous pouvons pour autant, nous tourner facilement vers les transports en commun ou le ferroviaire ?

Eh bien c'est là qu'est tout le problème ! Les TCL et la SNCF, ayant choisi depuis des années de ne pas augmenter les salaires et de laisser les conditions de travail se dégrader... n'ont plus ni conducteurs ni mécano et ça se sent au quotidien. **Les bus roulent moins fréquemment, les métros tombent en rade et du côté du train, c'est encore pire.**

La SNCF découpée en filiales concurrentes ne pouvant plus coopérer, n'a pas seulement un problème de recrutement, mais aussi un problème d'entretien des infrastructures et du matériel, provoquant retards et annulations.

Face à ça, que propose le PCF ?

Rendons leur accès gratuit, toutes les expériences françaises dans ce domaine montrent l'intérêt de la démarche. Plus d'usagers, plus d'abandon de la voiture mais moins d'agressions et de dégradations !

Il faut un choc des salaires et travailler à l'amélioration de leurs conditions de travail. Pour le financer, les grandes entreprises doivent plus contribuer, elles sont bien heureuses d'avoir des salariés arrivant au travail et



Hugo PATOURAUX

Lyon 3^e arrdt.

Conseiller délégué à l'emploi

des consommateurs arrivant dans les commerces !

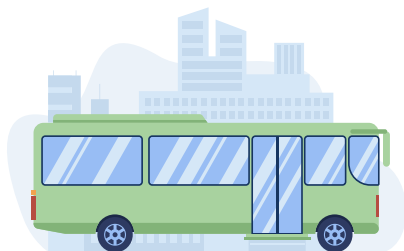
Pour rappel, le budget des TCL ne dépend que pour environ 20% des abonnements.

Niveau région et Etat : Ré-investir dans le rail et encadrer les prix de l'essence

Total est bien assez riche comme ça, encadrons les prix des carburants et baissions les taxes.

Pour le rail, là aussi, il faut commencer par embaucher, augmenter et améliorer les conditions de travail. Sans les cheminot-es rien ne changera.

Puis il faut là aussi aller vers une gratuité, financer par la cotisation des entreprises et des travailleurs.



ACCÈS GRATUIT

@pochvector

Le logement représente un énorme enjeu dans notre vie quotidienne, avec en plus du loyer, les charges directes et celles liées à l'énergie. De par l'explosion des prix de l'énergie beaucoup se trouvent face à ce double problème, la perte de pouvoir d'achat plus que conséquente pouvant aller jusqu'à l'interdit bancaire pour certaines familles.

Pour chaque ménage, **le chauffage représentait 60% des dépenses énergétiques en 2021.** Quant à la pollution le chauffage représente 26% de celle-ci. Si le réchauffement climatique existe, il existe aussi en parallèle un véritable « refroidissement » au niveau politique social; pour preuve le budget du ministère du logement a connu une véritable amputation en passant de 17,6 milliards € en 2017 à 14,4 milliard € en 2020. Il est impératif d'accorder au ministère du logement des augmentations exceptionnelles afin de permettre une réelle politique de réhabilitation digne de ce nom. Nous ne sommes nullement hostiles à l'économie d'énergie voulue par le pouvoir au niveau chauffage à la condition *sine qua non* que

PLUS LES APPARTEMENTS SONT HUMIDES PLUS LES DÉPENSES ÉNERGÉTIQUES AUGMENTENT.

cela n'engendre pas un mal être, mal vivre accompagné d'un risque de problèmes de santé pour un très grand nombre de foyers.

D'où l'impératif pour le gouvernement de participer financièrement à la construction comme à la réhabilitation d'appartements bien isolés afin d'exiger et de permettre aux bailleurs sociaux d'amplifier leurs investissements. Cela n'empêche nullement



Jean-Pierre OTTAVIANI

Lyon 9^e arrdt.

Conseiller

qu'à la crise exceptionnelle, des moyens exceptionnels doivent être mis en œuvre aussi bien par notre Mairie que la Métropole. En effet trop souvent les réhabilitations s'effectuent avec comme principaux travaux l'isolation thermique extérieure plus quelques améliorations intérieures. Or l'humidité venant de l'intérieur existe bel et bien. Cette dernière provient principalement des toits, des caves ou parkings souterrains, mal isolés.

Mais l'origine prédominante de cette humidité intérieure provient pour les bâtiments construits jusqu'aux années 1990 du fait que les colonnes d'eaux usées sont poreuses; l'eau s'infiltré lentement par les toilettes ou salles de bains dans les murs intérieurs.

Il est de notre devoir de bien avoir comme ambition que l'ensemble des habitants puissent vivre correctement sans risque de problème de Santé et sans subir des dépenses intolérables et illogiques, car hélas plus les appartements sont humides plus les dépenses énergétiques augmentent.

ALORS RÉAGISSEZ, FAÏTES ENTENDRE VOTRE VOIX, VOS EXIGENCES. VOS ÉLUS SONT LÀ POUR VOUS ÉCOUTER ET ENTENDRE.

Pétition

Pour garantir l'énergie à tous

SCAN ME



https://www.pcf.fr/petition_pour_garantir_l_energie_a_tous

toutes les infos sur [pcf.fr](https://www.pcf.fr)

pcfsectionlyon@gmail.com

04 72 09 03 60

1 Cours Albert Thomas, 69003 Lyon

 Pcf Lyon

 @pcf_lyon

 @lyonPCF